« L'Afrique est très peu connue en Suisse »

Christine Le Quellec Cottier

Enseignante de littératures francophones et directrice du Centre Blaise-Cendrars à l'Université de Lausanne

www.unil.ch/unisciences/christinelequelleccottier

Raymond Mbassi Atéba : *Vous êtes une spécialiste chevronnée de Blaise Cendrars et vous enseignez les autres littératures. Enracinement à la Romandie donc et ouverture à la Francophonie dans vos enseignements et vos travaux de façon plus large... Qu'est-ce qui vous a conduit à un tel choix ?*

> Christine Le Quellec Cottier : Ma thèse porte sur l'œuvre de Blaise Cendrars ; je travaille depuis de nombreuses années sur le fonds d'archives de l'écrivain et ai été associée à plusieurs projets éditoriaux. Quand Claude Leroy a lancé la collection d'œuvres complètes chez Denoël, il m'a proposé d'éditer *Anthologie nègre* (1921) et les autres recueils de contes de cette décennie.

Je lisais déjà de la littérature africaine et savais que la BCU Lausanne possédait un fonds littéraire important, grâce à une publication qui présentait la littérature francophone africaine à Lausanne (1984).

Cette entrée dans le « monde africain » de Cendrars, purement livresque, m'a fait découvrir la littérature coloniale. Cela a été une porte d'entrée importante pour ensuite faire le lien (à la suite de J. Riesz) entre cet univers des récoltes de contes et celui des premiers romans africains.

Ensuite j'ai choisi selon mes goûts : fiction et histoire ; écritures de soi ; prosopopée ; récits de guerre ; travail de la mémoire ; écritures féminines ; postcolonial revisité…

RMA : *Parmi les littératures francophones, celles d'Afrique noire semblent trouver un large écho dans vos travaux et vos enseignements… Pourquoi surtout elles ? Est-ce le cas dans les autres universités de la Suisse romande ?*

CLQC : Quand j'ai commencé mon enseignement à l'UNIL, mon poste était défini pour un enseignement en littérature francophone ; à Lausanne nous avons le Centre de recherche sur les lettres romandes, fondé au milieu des années 1960, actuellement dirigé par D. Maggetti. Ce domaine étant bien représenté, j'avais la liberté d'amener d'autres littératures ; j'ai commencé avec le Québec, que je connaissais depuis quelques années. Mais j'ai pensé proposer une autre littérature franco-

phone, pas du tout connue en Suisse : l'Afrique subsaharienne.

Il n'y a jamais eu de poste en Suisse consacré à ce type de littérature ; il y a eu de façon irrégulière des charges de cours.

À Bâle existe depuis dix ans un Centre en études africaines, très actif, et principalement orienté vers l'Histoire, l'Anthropologie, Science Politique, etc.

Le développement de cet enseignement (depuis env. 2005-2006) a été facilité par des contacts pris avec des collègues sénégalais, qui ont été mes premiers relais.

RMA : *Je vois, au-delà des tandems, de la coopération, deux minorités particulières qui se donnent la main pour émerger à la littérature universelle. Est-ce aussi votre manière de voir les choses ?*

CLQC : Croiser des espaces et des imaginaires me semble à faire en cette époque de mondialisation. Mais comment aborder la création dans ce nouveau cadre ? « Littérature mondiale » veut dire de nombreuses choses, mais son emploi en lien avec la notion de « global » me semble intéressant pour les études francophones, dans la mesure où cette réflexion fait disparaître un centre qui serait le point de mesure de tous. Avec une « approche globale », il n'y a plus de centre et de périphérie, il y a juste des expériences particulières, qui peuvent entrer en résonances.

À ce titre là, je pense que ces démarches sont positives pour nous et ouvrent des champs de réflexion, que ce soit pour une approche diachronique ou synchronique.

RMA : *Quelle place ces littératures, et celles romandes, trouvent-elles dans les milieux scolaires, académiques ou culturels romands ? Quelles suggestions pour y décloisonner les Lettres tout court ?*

CLQC : Dans le secondaire I et II (jusqu'au Bac), il n'y a aucune directive qui oblige l'enseignant à étudier la littérature romande. C'est à bien plaire. Le programme est fixé par genres et par siècles.

De même, aucune université romande ne demande à ses étudiants en littérature française de suivre au moins un séminaire en littérature romande... Le parcours n'a pas été pensé en lien avec des appartenances (géographiques ou symboliques...) ; cela peut être critiqué et frappe même les étudiants !

Pour ce qui est des autres littératures francophones, c'est encore plus aléatoire dans la mesure où ces littératures n'ont pas eu de statut jusqu'à présent, face à la littérature française. Elle était enseignée à l'occasion, en fonction du parcours des enseignants.

La Suisse n'étant membre de l'OIF que depuis 1986, sa représentation est récente et peu active, modérée par les Alémaniques qui trouvaient au départ que c'était favoriser une par-

tie du pays que de la rendre visible au sein de l'OIF et ses représentations.

Actuellement, l'enseignement dans le secondaire se diversifie, aussi parce que nos étudiants deviennent professeurs et reprennent des textes étudiés à l'UNIL, y compris la littérature francophone africaine. Il y a là peu de cloisons visibles, il faut donc que les contenus se diversifient et il me semble que cette ouverture sur d'autres aires géographiques et culturelles peut se faire assez facilement.

Je donnerai durant le mois de mai une journée de formation continue pour les enseignants du secondaire, consacrée à la littérature subsaharienne francophone. À partir de là les profs peuvent glaner des idées et faire des choix pour leurs propres programmes.

RMA : *Il y a dans les études francophones aujourd'hui une tendance à privilégier les écrivains que Paris a adoptés voire choisis : Glissant, Mabanckou, Miano… Les écrivains romands, y compris les plus talentueux, restent peu connus en Francophonie. N'y a-t-il pas lieu d'aller au-delà pour révéler ces voix qui viennent difficilement vers les centres ou que les centres ne révèlent pas ?*

CLQC : Les écrivains romands souffrent d'abord d'un problème de distribution, de diffusion et de promotion, face à Paris. Nous avons des maisons d'édition qui font un travail très impressionnant, mais pour qui c'est une lutte continue pour être représenté face aux gros groupes français.

Les écrivains nommés accèdent à une célébrité qui rend facile leur lecture. Je pense que la critique, francophobe ou africaniste, garde cependant les yeux grands ouverts sur ce qu'il se passe, partout ; les journalistes n'ont évidemment pas la même démarche.

Le but serait plutôt d'affaiblir le centre… pour qu'il y ait de multiples centres… mais cela implique la création d'acteurs littéraires dans toutes sortes de régions et que chacun intègre que la publication dans tel ou tel endroit vaut autant que celle du centre historique… ce n'est pas encore gagné !

RMA : *Quelles sont vos amours littéraires et peut-être les meilleures promesses en Francophonie africaine, en Francophonie tout court ?*

CLQC : Si on oublie les frontières nationales, hexagonales, on peut envisager tous les auteurs qui écrivent en français ! mais la question est trop vaste !

Cendrars bien sûr, Kourouma, Monenembo ; *Ketala* de Fatou Diome, ou *Le Baobab fou* de Ken Bugul.

Le premier roman de Mohamed M. Sarr, qui vient de paraître, *Terre ceinte*, est excellent.

Une œuvre magistrale me semble poser la question des catégories, celle de Laurent Gaudé, qui pour chaque roman publié propose un autre univers, une autre culture. Il est Fran-

çais, mais ce qu'il produit pourrait chaque fois l'associer à une autre identité…

Il faut donc évoquer les œuvres en se détachant de la figure de l'auteur !

RMA : *« L'Afrique-sur-Léman » que j'essaie de forger pour parler des écrivains comme Max Lobé, Noël Netonon, etc., issus de la diaspora africaine établie en Suisse romande, rappelle « Afrique-sur-Seine ». Cette expression est-elle, à votre avis, théoriquement ou esthétiquement correcte ?*

CLQC : Elle semble plutôt parodique : celle forgée en français est une sorte de mouvement contraire à ce qu'a été l'expansion coloniale ; dorénavant l'Afrique est à Paris !

En Suisse la question ne se pose pas en ces termes : il s'agit d'accueillir une diaspora comme une autre…

RMA : *Quels héritages passés et quels partages présents ou futurs entre la Suisse romande et l'Afrique subsaharienne ?*

CLQC : Sans doute le rapport à la langue normée, académique et centralisatrice de Paris. Cette langue n'était pas « sa langue » pour Ramuz, qui a déployé l'idée de sa « langue-geste » ou l'art « de mal écrire », pour être en phase avec la réalité du pays romand. Cela en 1928. Il me semble qu'Ahmadou Kourouma a fait de même pour toute une génération qu'il a libérée de cette nécessité de répondre aux attentes, surtout pour « contre-dire », dès 1968.

À l'heure actuelle, les gens, les imaginaires, les savoirs, etc., sont mobiles : les frontières sont des lieux de traversées vers l'ailleurs et non pas de retenue (espérons-le...) ; dès lors, ce qui se passe à Lausanne intéresse Dakar, et vice-versa, tout comme à Abidjan, Yaoundé, Maroua ou ailleurs. On peut échanger, mais pour que cela soit pertinent sur le long terme, le centre parisien ne doit pas être notre lieu de transit.

RMA : *Vous dirigez un Master à l'Université de Lausanne, qui valorise cette expérience. Quels espoirs fondez-vous sur cette conjonction de savoirs et d'expertises ?*

CLQC : Un décentrement du regard, la découverte d'autres réalités et d'autres imaginaires. L'Afrique (réelle et imaginaire) est très peu connue en Suisse et je crois que la littérature – en lien avec d'autres disciplines, ce n'est pas un monopole – a ce pouvoir d'ouverture. Voilà ce que j'avais rédigé sur le sujet il n'y a pas très longtemps, dans un cadre pédagogique :

« Ces littératures nées de contextes très divers, mais où souvent la langue fut un objet de domination, soulèvent, tant par leurs formes que par leurs contenus des questionnements qui touchent de très près aux réalités vécues. Qu'il s'agisse de l'exil, du statut de la femme, du racisme, de la guerre, de la religion, ces motifs interpellent les jeunes de nos établissements de formation. Eux aussi, de plus en plus souvent, ont une histoire ou une origine métissée, et la lecture de textes provenant

d'horizons extra-européens me semble une nécessité. Ces textes qui croisent les langues, les cultures et qui, par leurs formes, rendent compte des tensions d'une telle interculturalité, répondent de fait à la question "À quoi sert la littérature" : celle-ci est une façon de questionner le monde en en proposant une "représentation", elle interprète la réalité et permet de la repenser. »

RMA *: La Suisse est considérée par beaucoup comme le « pays de l'argent », et ses paysages proposent une véritable invasion d'imaginaire. Quelle place y accorde-t-on à la culture encore moins à la littérature* ?

CLQC : La question est institutionnelle. Nous sommes une Confédération où chaque Canton a sa Constitution et est responsable de l'enseignement. Il n'y a pas de politique fédérale globale sur ce sujet, au même titre que pour la culture.

De plus, du fait des trois langues nationales (quatre langues officielles), chaque région va aussi fonctionner avec ses propres impératifs ou sensibilités.

Pour combler ce fossé, qui est aussi un manque de visibilité criant, la Confédération a créé des Prix littéraires suisses (remis déjà deux fois) avec un jury plurilingue qui décerne des prix dans les quatre langues, selon un tournus qui doit aussi être un consensus.

La situation est très complexe et les acteurs culturels doivent négocier au niveau communal, puis cantonal, puis de l'État…

RMA : *La Suisse, en général, et la Suisse romande, en particulier, sont peu représentées culturellement parlant à l'étranger, spécifiquement en Afrique. Il y a pourtant des initiatives démontrant un intérêt pour élaborer des plateformes d'échanges culturo-littéraires pouvant être des avant-postes de la culture suisse à l'étranger. Que pensez-vous de ces expériences isolées ?*

CLQC : Elles sont bénéfiques parce qu'elles existent ! Mais leur côté disparate rend bien compte du non-engagement de l'État. Nous avons au niveau fédéral la Division pour le développement et le commerce (DDC) qui agit aussi pour la culture, de façon ponctuelle et selon une logique que tout le monde ne comprend pas. Mais ils soutiennent le Salon africain du livre à Genève et financent le Prix Kourouma.

Au vu de ce qui est en train de se faire à Lausanne, de ce qui existe déjà à Bâle, et de ce qui est en projet à Genève, je pense que ces liens vont se renforcer ces prochaines années et prendront sans doute une tournure plus stable !